

Le Parlement européen adopte le rapport de Younous Omarjee

Le rapport d'initiative du Député Younous Omarjee sur l'optimisation des potentiels des Régions Ultrapériphériques a été adopté en session plénière du Parlement européen à une très large majorité : 446 votes pour, 73 contre, 47 abstentions.



Un ensemble de solutions pragmatiques est dressé afin d'accroître la participation des RUP à tous les fonds et programmes de l'Union européenne. Le rapport appelle la Commission européenne à plancher à des solutions visant à sortir les RUP de leur isolement, et rappelle que les RUP peuvent contribuer de manière significative à la réalisation des objectifs que l'Union européenne s'est elle-même fixée d'ici à 2020.

C'est un renversement d'approche que le Parlement européen entérine par la mise en avant d'une vision proactive, tournée sur l'avenir, la recherche, l'innovation, la création d'emplois et la lutte contre le chômage des jeunes.

En fin de législature c'est un signal politique fort qui est envoyé par l'ensemble des Députés du Parlement européen. Tous les groupes politiques s'y sont ralliés, parmi lesquelles les délégations françaises, PS, UMP, MODEM, UDI à l'exception bien sûr du Front National et de leurs alliés de l'extrême droite européenne. «C'est un grand honneur pour moi d'avoir reçu le soutien de l'ensemble de mes collègues, tous bords politiques et tous pays européens confondus. Les RUP y gagnent en force et en soutien... Cette confiance est la reconnaissance du travail accompli, jour après jour, depuis deux ans à Bruxelles et à Strasbourg» a déclaré le Député Younous Omarjee.

Le rapport de Younous Omarjee sur Internet

Le document adopté
par le Parlement européen
sur
www.temoignages.re

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr
EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

Aube d'une nouvelle ère

Ce mercredi, deux événements ont été les temps forts de l'actualité parlementaire. Tous deux sont porteurs de fortes perspectives.

Au Sénat, c'était le grand débat sur l'Outre-mer. A l'initiative de Paul Vergès, la Haute assemblée avait donc organisé un échange de points de vue sur la question de l'Outre-mer. Il est à noter que tous les groupes parlementaires se sont exprimés. Cela a pu être l'occasion d'un large tour d'horizon des défis auxquels sont confrontés des territoires trop souvent vus de France comme un ensemble uniforme. C'est ce que rappelle le titre du ministère qui en est plus particulièrement chargé. Auparavant, c'était le ministère des DOM-TOM, aujourd'hui c'est celui des Outre-mer. Le débat a permis de montrer aux parlementaires toute la différence qui existe entre l'Océanie, La Réunion, Mayotte, les Antilles et la Guyane.

Etant à l'initiative du débat, Paul Vergès a été le premier à s'exprimer. Après le rappel de l'ampleur de la crise et de ses causes, l' élu réunionnais a souligné que l'incapacité du cadre actuel à régler les problèmes est un sentiment de plus en plus partagé. D'où cette conclusion: «*je crois le moment venu, monsieur le Ministre, mes chers collègues, de jeter les bases d'un nouveau compromis historique, en particulier pour La Réunion: ce compromis doit permettre de concilier notre appartenance à la France et à l'Europe, avec notre insertion dans notre environnement géoéconomique. Cette nouvelle donne est fondatrice d'un nouveau pacte de développement inaugurant une nouvelle ère pour nos pays*».

Le même jour au Parlement européen, le travail d'un autre élu réunionnais avait amené cette assemblée à débattre sur La Réunion et les autres pays partageant avec elle le statut de région ultrapériphérique de l'Union européenne.

En effet, Younous Omarjee, député de l'Alliance des Outre-mer, présentait ce mercredi son rapport d'initiative sur l'avenir des RUP. C'est une démarche qui vise notamment à aller à l'encontre des clichés habituellement véhiculés en Europe. Là bas, certains font courir l'idée que les RUP sont une charge, c'est la vieille image des «Danseuses de la République».

Au contraire, les RUP donnent aux Européens un atout considérable. Elles sont une source de richesse incomparable pour ce continent en pleine crise. «*Le soutien de l'Union européenne à ses régions ultrapériphériques n'est pas la simple expression de la mise en œuvre d'une solidarité européenne, il est un soutien au bénéfice même de l'ensemble de l'Union européenne dans la réalisation de ses propres objectifs en termes de croissance, de rayonnement dans le monde et de participation à la résolution des grands défis planétaires*», explique l'exposé des motifs du député de l'Alliance des Outre-mer.

A une très large majorité, les députés de 28 États membres de l'Union européenne ont soutenu cette nouvelle approche.

Ces deux débats montrent que les Réunionnais peuvent être les initiateurs d'une nouvelle ère dans les relations entre l'Europe et les îles.

J.B.

Le combat des travailleurs de la SIB

Une réunion prévue ce vendredi à la Direction du Travail



Les délégués syndicaux du personnel de la SIB lors d'échanges lundi dernier.

Pour les travailleurs de la Société Industrielle de Bourbon (SIB), soumis aux ordres des patrons parisiens de l'entreprise Colgate-Palmolive, le combat continue face au risque de la liquidation de l'entreprise réunionnaise décidée par les patrons de France.

Et après trois mois de lutte pour faire respecter leurs droits et leur dignité, les travailleurs réunionnais seront-ils entendus pour une solution concertée et juste?

Il se trouve que hier après-midi, dans les locaux de la SIB au Port, une réunion a eu lieu entre les délégués du personnel et la direction de l'en-

treprise. Mais même très tard dans la soirée, nous n'avons pas pu avoir d'informations sur les résultats de cette rencontre.

Par contre, Clara Derfla, une responsable de la CGTR-Sud qui soutient ce combat des travailleurs, nous a signalé qu'une réunion est prévue ce vendredi matin à partir de 8 heures

30 entre les représentants syndicaux du personnel et la direction de la SIB au siège de la Direction du Travail à Saint-Denis (la DIECCTE – Direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de La Réunion). On verra ce que donnera cette nouvelle rencontre.

En tout cas, mercredi soir, sur la chaîne de télévision LCP (La Chaîne Publique), le ministre du Travail a été longuement interrogé par plusieurs journalistes sur la politique du gouvernement pour redresser la situation sociale de la France. Parmi les diverses pistes de solutions proclamées par le gouvernement afin de sortir de la crise et de respecter les droits des travailleurs en France, Michel Sapin a déclaré à plusieurs reprises qu'il faut à tout prix «davantage de dialogue social».

Où en est le dialogue social ?

Mais qu'en est-il à La Réunion lorsqu'on voit ce qui se passe depuis trois mois à la SIB, où les travailleurs sont menacés d'être mis à la porte de leur entreprise par les patrons de Colgate-Palmolive sans la moindre concertation? Où en est-on du dialogue social avec les travailleurs réunionnais, prôné par le ministre du Travail en France? Réponse aujourd'hui.

Correspondant

Le Port

Quand les parents de la Rivière des Galets prennent la solidarité en mains



Les parents ont bien fait les choses à Farfar samedi dernier: 300 personnes le matin avec Sega'el.

Le comité de parents d'élèves de cette école a pris l'initiative de monter ce projet, avec l'aide du centre social de Farfar. Pendant un mois, ils ont cherché et obtenu des aides mais malgré cela il fallait qu'ils tirent 150 euros de leur poche pour apport personnel, d'où l'idée de faire cette journée récréative et solidaire.

Elles étaient au début trois, Paulette, Cynthia et Sylvie, puis un groupe de six a mené le projet. Tous les jours elles étaient dans l'école pour vendre les billets, rechercher des sponsors. Elles ont eu un bon soutien avec les boutiques du quartier, le bazar, la boulangerie, le bar, le fleuriste, la pépinière municipale, et

bien sûr aussi l'aide des instituteurs. Avec ces aides le comité a lancé enveloppes surprises, loterie, paniers de la ménagère, vente de boissons, de gâteaux, de pizzas fournis par les parents, les instituteurs et les habitants.

La marraine du projet était Sega'el. Le concert de 10h à midi a fait chauffer la salle de Farfar, dans une ambiance hyper-tonique, pour un public très nombreux dont les enfants, les parents et d'autres habitants du quartier. Présenté par Maroni, accompagné par le groupe Sakouyaz Eric, avec Ornel chanteuse la cour', Jo Evany, Morgan, Hervé Himbert, Dimitri Pitou. Mais la journée était loin d'être finie! De nombreuses animations tout au long de l'après-midi: danses, groupes hip hop... qui s'est prolongée jusqu'à 21 heures.

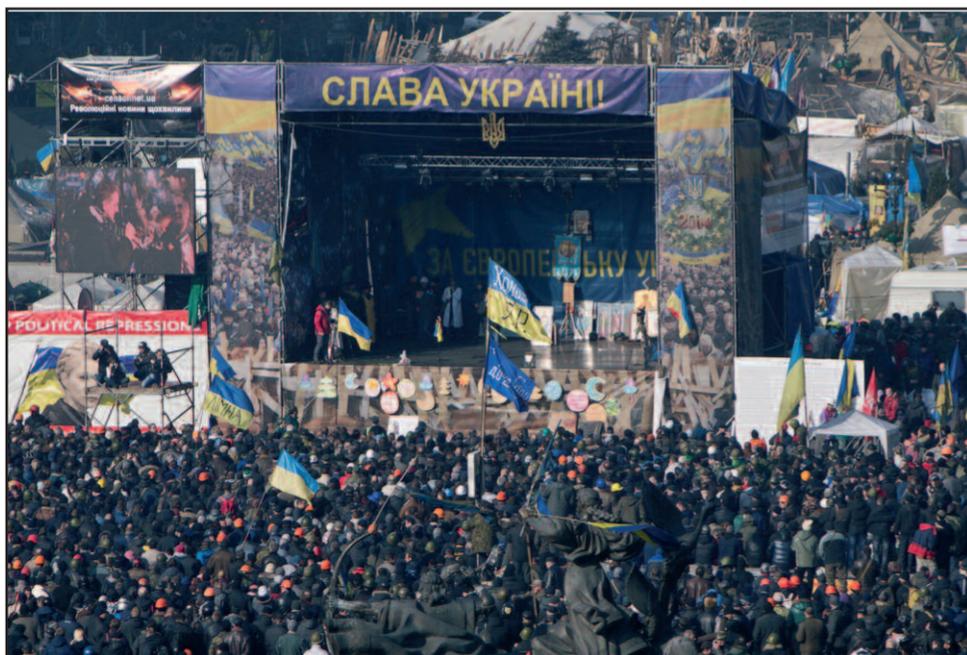
Au moment du bilan, l'initiative des parents a été un succès. La participation des familles sera de soixante euros au lieu de cent cinquante euros. Moralité: quand on veut faire quelque chose il faut compter sur soi-même d'abord, on est alors plus fort pour convaincre les autres. Bravo les parents, bravo la Rivière des Galets.

Ninine

Arseni Iatseniouk nommé Premier ministre

Un nouveau gouvernement formé en Ukraine

Mercredi 26 février, sur la place de l'Indépendance, Maïdan, à Kiev, un nouveau gouvernement a été «proposé» à la foule avant son officialisation, validée par le Parlement. Chaque ministre a été présenté par un responsable qui, à chaque fois demandait à la foule «Etes-vous d'accord?» après l'annonce de la nomination, a rapporté Le Monde.



La place de l'Indépendance à Kiev, c'est là que sont présentés les nouveaux ministres.

Ancien ministre ukrainien de l'Economie et des Affaires étrangères, et pro-européen, Arseni Iatseniouk est devenu le nouveau Premier ministre. Agé de 39 ans, il est membre du parti de la Révolution orange d'Ioulia Timochenko, l'opposante récemment libérée.

La présidence de l'Etat sera assurée temporairement par le nouveau président du parlement, Oleksander Tourtchi-

nov, proche de Ioulia Timochenko. En attendant, le nouveau gouvernement proposé regroupe les leaders politiques de la contestation ukrainienne, de la société civile et des groupes radicaux, parmi lesquels, Dmytro Boulatov, opposant torturé pendant la contestation.

Le député Andriï Paroubii, appelé le «commandant de Maïdan», qui devrait prendre la tête du Conseil national de

sécurité et défense, et la journaliste Tetiana Tchornovol, victime d'une agression en décembre peut être liée à ses articles, selon l'opposition, devrait diriger un comité anticorruption.

Des proches d'Ioulia Tomimchenko au pouvoir

Le Parlement s'est prononcé hier (résultat non communiqué à l'heure où nous mettons sous presse) pour valider ces nominations et permettre au nouveau gouvernement de diriger le pays encore divisé. Des heurts ont eu lieu, mercredi, en Crimée, région à dominante russophone, où des tendances séparatistes sont de plus en plus vives.

Plus de 5.000 personnes se sont réunies mercredi devant le parlement de Crimée à Simféropol, a constaté un journaliste de l'AFP, avec d'un côté, des manifestants pro-russes, voulant un référendum sur le statut de la Crimée, et de l'autre, des Tatars, une communauté musulmane déportée par Staline, décidés au contraire à défendre l'unité de l'Ukraine. Silencieuse sur les récents événements, la Russie a tout de même fait monter la pression diplomatique en annonçant la tenue de manœuvres militaires près de sa frontière avec l'Ukraine. De plus, les autorités ont décidé de renforcer la protection de sa flotte de la mer Noire, basée en Crimée, et ordonné une

inspection surprise des troupes des districts militaires de l'Ouest, non loin de l'Ukraine, et du Centre, pour vérifier leur aptitude au combat.

La Russie reste silencieuse

Alors que Vladimir Poutine ne s'est toujours pas exprimé, après une réunion du conseil de sécurité sur l'Ukraine, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergéï Lavrov, doit rencontrer le 6 mars, la chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton. Pour les pro-européens, la politique russe inquiète. Trois anciens présidents ukrainiens ont accusé Moscou d'"intervenir directement dans la vie politique de la Crimée".

Viktor Iouchtchenko, Leonid Kouchma et Leonid Kravtchouk ont demandé, dans une lettre commune, à Moscou doit «faire preuve de respect pour les choix du peuple et du gouvernement ukrainien».

Du côté de la diplomatie américaine, William Burns, a proposé d'aider les nouvelles autorités ukrainiennes, sans froisser Moscou, selon l'AFP, en raison de «l'urgence et l'importance des efforts de la Rada (parlement) pour former un gouvernement multi-partite, technique, représentant toutes les régions d'Ukraine».

Les ministres de la Défense de l'OTAN, réunis à Bruxelles, ont souhaité une Ukraine «souveraine, indépendante et stable» et «fermement engagée en faveur de la démocratie» constitue un «élément clé» de la sécurité dans la zone euro-atlantique.

Céline Tabou

Avenir des Indemnités chômage

Les syndicats dénoncent le MEDEF

Un jour avant les négociations sur l'assurance chômage, les syndicats du patronat ont de nouveau proposé aux syndicats la suppression du régime spécial des intermittents du spectacle, une proposition qualifiée de «provocations».

D'après le projet d'accord, obtenu par l'Agence France Presse, «les règles spécifiques relatives à l'indemnisation» des ouvriers et des techniciens du spectacle seront «désormais alignées sur celles du règlement général». Le texte du MEDEF, de la CGPME et de l'UPA propose une «concertation» avec l'Etat pour qu'il finance le surcoût lié au régime des intermittents. La proposition du patronat avait été rejetée en bloc par les syndicats, lors de la précédente séance de négociation le 13 février, tandis que le gouvernement avait souligné à plusieurs reprises

son «attachement» au régime des intermittents.

Remise en cause de l'allocation chômage

Mercredi 26, la ministre de la Culture, Aurélie Filipetti, a réaffirmé à l'Assemblée nationale que le gouvernement ne laisserait «jamais détruire la spécificité des annexes 8 et 10» de la convention ayant trait au régime des intermittents. Les patrons souhaitent également un

alignement de l'indemnisation des intérimaires sur le régime général.

Dans la suite des propos tenus par les syndicats, la ministre a qualifié les positions du MEDEF de «caricaturales et tout à fait scandaleuses». D'autant que le MEDEF propose la modulation de l'indemnisation des chômeurs en fonction de la conjoncture. Pour justifier cette proposition, les patrons mettent en avant «l'ampleur historique» de la dette du régime d'assurance chômage, qui a atteint en fin 2013 près de 18 milliards d'euros. Ces derniers insistent sur «la nécessité d'un retour à l'équilibre financier».

Les syndicats ont constaté un «durcissement» du ton du patronat, soutenu par le gouvernement, depuis plusieurs mois. Dans un communiqué, la CGT-Spectacle a affirmé que «pour le MEDEF & Cie, l'équité, ce n'est plus seulement le nivellement par le bas, c'est l'abaissement ou la suppression des droits et le transfert à l'Etat de leurs obligations».

Céline Tabou

"Alon sazanrézoné"

Billet philosophique

**Alon étudié é fé konèt
nout "moféknèt"**

Nous avons changé le sur-titre de cette rubrique "Alon filozofé" car nous avons fait cette semaine des découvertes extraordinaires dans un nouveau livre admirable du grand écrivain réunionnais Daniel Honoré, paru au second semestre 2013 chez Surya Éditions (voir Surya Concept au 14 rue Champ-Fleuri à Sainte-Clotilde - tél 0262 41 22 76). Ce livre, intitulé "Diksioner moféknèt" ("Dictionnaire de propositions de néologismes créoles"), attire l'attention de nos compatriotes sur un sujet très important dans le combat qu'ils mènent pour la reconnaissance et le respect mais aussi la valorisation continue et l'enrichissement permanent de notre identité réunionnaise, de nout kiltir.



Daniel Honoré. «Notre inquiétude face à la francisation de notre langue maternelle est justifiée».

Dans cet ouvrage, Daniel Honoré, auteur de plus de 25 livres très divers (poèmes, romans, nouvelles, proverbes, contes, légendes, dictionnaires...), pose un problème un problème préoccupant et très intéressant pour les avancées du peuple réunionnais vers sa libération : «pourquoi et comment enrichir notre lexique». En effet, dit-il, «notre langue créole souffre d'un déficit lexical» et c'est pourquoi «il faut enrichir notre vocabulaire»; d'autant plus que «de nouveaux publics s'intéressent à notre langue maternelle» et que «l'on enregistre de nouvelles demandes de textes en langue créole».

Dans l'introduction et la présentation de son dictionnaire, Daniel Honoré explique de façon très intéressante les effets néfastes et gravissimes de la politique d'assimilation néo-coloniale dont est victime le peuple réunionnais par la classe dominante. «C'est pourquoi, dit-il, notre inquiétude face à la francisation de notre langue maternelle est justifiée. Nous devons donc enrichir notre vocabulaire. Il faut créer des néologismes, des "moféknèt"

(mots qui font que naître) comme il faut produire des manuels de grammaire descriptive et normative».

**L'amalgame
zoréificateur**

Dans 286 pages, l'auteur fait plus de 4.000 propositions passionnantes et d'une grande richesse d'un nouveau lexique afin d'éviter que «notre langue créole perde son génie pour ne plus être qu'un décalque simpliste du français». Ces solutions concernent tous les domaines de notre vie quotidienne et elles nous expliquent pourquoi et comment il est important d'éviter les dérives marquées par «la substitution de vocables français aux équivalents qui existent en créole; comme par exemple : "car" pour "akoz", "akozke", "parss"; "maintenant" pour "astër", "koméla", "lèrkilé"; "cueillir" pour "kasé", "ramasé"...».

Outre notre enrichissement lexical, les suggestions de Daniel Honoré concernent également la syntaxe et la grammaire créoles, victimes de «bou-

leversements» liés à l'amalgame zoréificateur. Là aussi, l'auteur cite de nombreux cas, comme par exemple «l'introduction du possessif "de" : "la fors d'in pèp" au lieu de "la forse in pèp"; «l'introduction de relatifs inhabituels : "ala lo boug don mi parl aou" au lieu de "ala lo boug mi parl aou"; «l'évolution de la conjugaison du verbe "être" : "mi lé in bon zélèv" au lieu de "moin lé in bon zélèv"» etc...

**La marche du 12 mars
pour la culture**

Afin d'illustrer ces «propositions de néologismes créoles (moféknèt)», nous citerons tout juste trois mots, qui concernent particulièrement cette rubrique philosophique; ainsi, selon Daniel Honoré, comment dit-on :

- "philosophe"? «sazanrézon» («Akoute bann gramoun é in zour ou sra sazanrézon»;
- "philosopher"? «sazanrézoné» («Aforstan sazanrézoné, li va koz èk Bondiè !»;
- "philosophie"? «sazanrézöneman» («Lo sazanrézöneman i èd viv»).

Voilà de quoi encourager toutes les Réunionnaises et tous les Réunionnais à continuer à enrichir leur langue créole, leur culture spécifique et leur interculturalité à portée universelle. De quoi aussi mobiliser le monde culturel réunionnais qui prépare une nouvelle marche le mercredi 12 mars prochain «pou défann é mèt anlèr nout kiltir». Mèrsi Daniel !

Roger Orlu

(*) Merci d'envoyer vos critiques, remarques et contributions afin que nous philosophions ensemble...! redaction@temoignages.re

Otè!**La kiltir pou
ranfors l'inité
lo pèp rényoné !**

Dopi kék tan, na inn-dé group i atak an misouk sansa an piblik parti kominis pou son rol dann la batay kiltirel. Pou moin, sa in n'afèr lé inziz, vèy pa koman pars si nana in parti la travay pou sov nout patrimoine kiltirel é mèm pou mète nout kiltir anlèr sé bien lo parti kominis. Parti d'la droit la pa mète zot né ladan. Parti sosyalis non pli... Mèm si désèrtin moun la droit épi désèrtin sosyalis la travay pou nout kiltir. Tanka désèrtin mouvman kiltirel, mi konpran pa zot pozisyon pars zot i prétan dir zot i koné nout kiltir dsi lo bout lo zong mé i diré zot i koné pa lo rol nout parti dopi sinkann-tro zan, konm di lo kont, pa sinkann-tro zour.

Lé vré la kiltir rényonéz la pa la propriyété in parti, in group, in mouvman, in pèrsonne sé la propriyété lo pèp rényoné. Son lang kréol rényoné lé a li, son maloya lé a li, son listoir sé li lo propriyété, son moring parèy, son krosch, kou d' pyé bourant mèm to. Son séga épi son maloya sa lé lo pèp rényoné. Bann zèkrivin rényoné, bann shantèr rényoné, bann zartiz zot lé rényoné. Touléka, sa i apartien pa bann kaparèr i oi la-dan in fason fé komèrs ansanm... Moin pèrsonèl, mi konfonn pa bann rastakouèr avèk demoun déor i tonm amouré nout kiltir rényonéz. Mi préfèr azot ké bann rényoné par la nésans k'i krash dsi lo patrimoine nout pèp rényoné mèm si zot i prétan na poin pli rényoné ké zot.

Alor, la kiltir lé ni a droit, ni a gosh? Mi koz pa konmsa vréman pars sanm pou moin la gosh avèl la droit na poin tro d' sans isi La Rényon. Sak nana in sans, pou moin, sé la lité: kèl koté shakinn lété dan lo konba kiltirel. Parti kominis la touzour été la plas k'i fo dann lo konba améné, d'ot lété pa la, d'ot té la plas k'i fo pa..Zordi ankor lé konmsa é dann l'avnir sar ankor konmsa. Pou fèr kourt, sanm pou moin, la kiltir rényonéz la pa séktèr, èl i éskli pa pèrsonne, la kiltir rényonéz sa i ansèrv pou ranfors l'inité lo pèp rényoné.

Justin

NB: Sa i anpèsh pa nou anprète dé shoz dann tout lé zot kiltir, lé zot lang, lé zot mizik, lé zot éspor... i anpèsh pa nou tonm amouré la kiltir in n'ot pèp. Mi parl pa la kiltir franséz pars èl na in plas partikilyé dan nout kitir. Na poin la plas zordi, mé in zour nou va koz dsi sak i apèl la kréolizasion.